

# Publiez Ce Que Vous Payez

## **Visite du Président français Nicolas Sarkozy en Afrique:**

**La France doit faire plus pour une transparence accrue, un meilleur partage des ressources entre entreprises et pays producteurs et un engagement à une gestion responsable des revenus tirés de l'exploitation des ressources naturelles**

**26 mars 2009**

Nous, représentants d'organisations de la société civile africaine membres de Publiez Ce Que Vous Payez (PCQVP)\*, une campagne mondiale prônant la transparence des industries minières, gazières et pétrolières, saisissons l'occasion de la visite du Président français Nicolas Sarkozy en Afrique pour demander à la France d'honorer et renforcer ses engagements en matière de promotion de la transparence et appui au développement durable.

Cette tournée offre l'opportunité pour la France et ses partenaires africains de réfléchir à des stratégies efficaces pour une saine gestion des ressources publiques aux fins de la réduction de la pauvreté et de la croissance économique.

Malgré les richesses considérables dont ils disposent, de nombreux pays africains continuent d'être sévèrement frappés par la "malédiction des ressources". La majorité des populations y vivent dans une pauvreté extrême et les indicateurs de développement humain y sont parmi les plus faibles au monde.

La culture de l'opacité et la corruption endémique qui sévissent dans nos pays, au niveau de l'Etat comme des entreprises multinationales et nationales qui y travaillent, n'est pas de nature à favoriser la répartition équitable des richesses nationales en vue de la réduction de la pauvreté et le développement de nos économies.

La faible culture démocratique et l'absence de reddition de comptes ne permettent pas non plus la participation effective d'une société civile indépendante dans la lutte contre la corruption, la promotion de la bonne gouvernance et, plus généralement, la participation à l'élaboration des politiques de développement.

L'instabilité chronique et les conflits qui secouent l'Afrique, du Tchad à la République Démocratique du Congo, sont tous peu ou prou liés à l'exploitation et l'appropriation abusive des ressources naturelles. Ils génèrent des situations insupportables pour les populations et compromettent leur chances de sortir de la pauvreté.

L'importance de la présence française en Afrique ne se dément pas. Les entreprises françaises du secteur extractif y engrangent d'importants bénéfices et les Etats des ressources dont les retombées pour les populations locales sont loin d'être palpables.

Outre leurs impacts contestables sur le plan social et environnemental, les investissements français en Afrique sont souvent en contradiction flagrante avec les engagements de la France en faveur d'une transparence accrue et d'une meilleure allocation des revenus de l'exploitation des ressources naturelles.

Au Niger, les avantages qu'Aréva et la France tirent de l'exploitation de l'Uranium, ne sont pas contrebalancés par un réel développement des zones concernées et ni de protection suffisante de l'environnement. Sa politique discriminatoire dans le traitement entre employés nationaux et internationaux est contraire à l'esprit des normes nationales et internationales auxquelles le groupe est censé se conformer et génère des tensions aux effets négatifs.

En République Démocratique du Congo, le soutien à la consolidation de la paix et l'intangibilité des frontières nationales, en particulier à l'Est du pays, sont des conditions nécessaires à un dialogue serein et constructif sur la transparence et la gestion responsable des ressources minières.

La transparence accrue des comptes publics, notamment le compte de stabilisation, l'affectation effective des revenus pétroliers au développement et à la réduction de la pauvreté et enfin, la sécurité des militants de la transparence ainsi que leur indépendance sont autant de défis que doit relever le partenariat entre la France et la République du Congo.

# Publiez Ce Que Vous Payez

Nous organisations membres de PCQVP appelons Nicolas Sarkozy à promouvoir et construire une relation responsable et transparente entre la France et l'Afrique reposant sur l'équité et soucieuse du bien-être et du développement des populations africaines.

Nous invitons en particulier la France à :

- Reconnaître ses responsabilités dans les conséquences néfastes causées par les activités et les investissements français dans le secteur extractif
- Accroître le dialogue politique et l'effort de solidarité avec les gouvernements africains en vue de la consolidation de la démocratie, la bonne gouvernance économique et des mécanismes en faveur de la transparence et la lutte contre la corruption.
- Encourager la mise en oeuvre de l'ensemble des mécanismes et initiatives de la communauté internationale qui contribuent à l'instauration de règles nouvelles en faveur de la transparence et de la bonne gouvernance et qui bénéficient à toutes les populations africaines.
- Et en particulier, renforcer son soutien à l'ITIE et appuyer sa mise en oeuvre en Afrique francophone et contribuer à renforcer les administrations fiscales.
- Obliger les entreprises françaises et leurs filiales opérant dans le secteur extractif à faire preuve de transparence et d'application des meilleures normes environnementales et sociales (celles prévues par la loi française NRE).
- Soutenir la mise en place d'une facilité pour aider à négocier (ou renégocier) et évaluer les conventions et contrats d'exploitations qui lient les pays africains aux sociétés transnationales et encourager l'implication de la société civile dans ces processus.
- Apporter un appui conséquent aux organisations de la société civile africaine en vue du renforcement de leurs capacités à participer au débat et à la formulation de politiques en faveur de la bonne gouvernance, la transparence et la lutte contre la corruption.
- Promouvoir le respect des principes universels des droits de l'homme et notamment le droit pour la société civile de s'exprimer librement sur la gestion des ressources nationales en Afrique.

La société civile africaine et les militants de la transparence en particulier suivront attentivement la visite du Président Nicolas Sarkozy en Afrique. Elle représente une occasion historique pour la France de contribuer à inverser la "malédiction des ressources" et réaffirmer l'importance de la bonne gouvernance, de la transparence et du renforcement de l'Etat de droit pour le développement durable et la réduction de la pauvreté.

Publiez Ce Que Vous Payez International  
Publiez Ce Que Vous Payez Afrique  
Publiez Ce Que Vous Payez France

\*\*\*\*\*

Publiez Ce Que Vous Payez est une coalition internationale d'organisations de la société civile présente dans plus de 50 pays dans le monde qui demande la publication obligatoire des paiements effectués par les sociétés et des revenus perçus par les gouvernements pour l'extraction des ressources minières, gazières et pétrolières. La coalition appelle également à une publication des licences et des contrats octroyés aux entreprises du secteur extractif. En Afrique, PCQVP est présent dans une vingtaine de pays.

## **Contacts:**

Michel Roy – Secours Catholique (Paris) : +33 60 79 934 60  
Marie-Ange Kalenga – PCQVP Afrique (Yaoundé) : +237 96 40 27 30  
Joseph Williams – PCQVP International (Londres) : +44 77 7575 1170

Publiez Ce Que Vous Payez  
c/o Open Society Foundation, Cambridge House, 100 Cambridge Grove, London W6 0LE, UK  
Tel: +44 20 7031 1616 Fax: +44 20 7031 0247  
[www.publishwhatyoupay.org](http://www.publishwhatyoupay.org)